

**COMMUNE
DE LA BASTIDE
CLAIRENCE**

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Arrêté municipal n° 2025 -

Demande déposée le 21/10/2025

Demande affichée le 21/10/2025

N° PC 64 289 2500020

Par : **OYHENART OYHENART**

Demeurant à : **230 Chemin de Courtassole
64240 LA BASTIDE CLAIRENCE**

Représenté par : **OYHENART Aline**

Pour : **Construction d'un bâtiment agricole à usage de bergerie,
salle de traite et stockage de fourrage.**

Sur un terrain sis : **230 Chemin de Courtassole**

Références cadastrales : **B 0755, B 0756, B 0757**

**Destination : Exploitation
agricole ou forestière**

**Surface de plancher créée : 894
m²**

LE MAIRE,

Vu la demande de permis de construire susmentionnée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé en date du 22/02/2020, modifié les 21/05/2022 et 15/06/2024,

Vu le Plan Local d'Urbanisme infracommunautaire (PLUi) Labourd-Est prescrit par délibération en date du 09 décembre 2023,

Vu le règlement de la zone A,

Vu l'arrêté n° 75-2025 1152 du 5 novembre 2025, portant diagnostic d'archéologie préventive avec attribution immédiate,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Régionale de l'Archéologie en date du 6 novembre 2025,

Vu l'avis favorable d'ENEDIS en date du 14 novembre 2025,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, service eau et assainissement en date du 31 octobre 2025,

Vu l'avis défavorable de Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 18 novembre 2025,

ARRETE

Article 1 : La demande de permis de construire est **ACCORDÉE sous réserve** du respect des prescriptions et observations mentionnées aux articles suivants.

Article 2 : **Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Régionale de l'Archéologie** :

Le projet est soumis à des prescriptions d'archéologie préventive qu'il conviendra de respecter. L'ensemble des prescriptions émises dans l'arrêté de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, service Régional de l'Archéologie devront être strictement respectées.

Article 3 : Electricité :

Extrait de l'avis : « Compte tenu du type de projet, nous avons basé notre réponse sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé.

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement.

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non-obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non-obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...). »

Article 4 : Eau et Assainissement :

- Eau potable : extrait de l'avis : « Le terrain est déjà équipé d'un branchement, pour toute demande, merci de prendre contact avec le service au : 05.59.29.17.72 ou regie-eau-secteur4@communaute-paysbasque.fr.

Le réseau public d'eau potable traverse la parcelle. Afin de garantir l'entretien de cet ouvrage, une emprise de 1.5 m de part et d'autre de la canalisation est réservée. Une convention de servitude devra être signée à cet effet avec le propriétaire. Avant tous travaux, le pétitionnaire devra se rapprocher du service pour une localisation précise de celle-ci. »

Article 5 : Service Départemental d'Incendie et de Secours :

Extrait de l'avis : « Besoin en eau du projet : 43 m3 pendant deux heures.

Assurer la défense extérieure contre l'incendie par 1 Point d'Eau Incendie (PEI) réglementaire (hydrant ou réserve incendie) permettant de disposer de 90 m3 d'eau utilisables en 2 heures et placé à moins de 400 mètres de l'entrée principale du bâtiment par les chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir mobile.

Si le pétitionnaire éprouve des difficultés quant à l'application du RRDECI, il peut prendre attache du service prévision du SDIS 64 à l'adresse prevision@sdis64.fr

Il conviendra de faire réceptionner ce PEI dès sa mise en eau (NF S 62-200 d'août 2009) en présence d'un représentant du service départemental d'incendie et de secours joignable à l'adresse prevision@sdis64.fr. »

Article 6 : Voirie communale :

Avant tout commencement de travaux, le pétitionnaire devra déposer une permission de voirie auprès des Services Techniques Municipaux, afin d'organiser l'accès sur la voie communale.

Cet équipement sera à la charge du pétitionnaire.

RAPPEL : Le pétitionnaire est informé de ses obligations déclaratives suivantes : chaque pétitionnaire doit déposer en mairie une déclaration d'ouverture de chantier (DOC) au commencement de ses travaux et une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) à la fin de ses travaux. Les formulaires téléchargeables depuis www.servicepublic.fr.

Dans les 90 jours suivants l'achèvement de sa construction ou lorsque son état d'avancement permet une utilisation effective, le pétitionnaire devra également déclarer son bien au centre des finances publiques de Bayonne sur l'espace sécurisé du site www.impôts.gouv.fr via le service « biens immobiliers » ou en lui adressant l'imprimé H1 complété.

LA BASTIDE CLAIRENCE, le 26/12/2025

Le Maire,



François DAGORRET,

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Contrôle de légalité :

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Taxe d'aménagement :

La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat. Le montant de ces taxes pourra être revu et diminué après production d'une attestation bancaire mentionnant l'octroi d'un prêt à 0 %.

Autres taxes ou participations d'urbanisme :

L'autorisation peut donner lieu au versement par le pétitionnaire de la redevance d'archéologie préventive.

Il est rappelé au bénéficiaire de la présente autorisation qu'il est susceptible d'être redevable, lors de sa demande de raccordement au réseau et sur la base du montant déterminé par délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération Pays Basque, de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

Recours :

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État. Ni le recours gracieux ni le recours hiérarchique ne prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Attention, l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de 3 mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Commencement des travaux et affichage : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire.

Le bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire une déclaration d'ouverture de chantier. Le modèle de déclaration est disponible à la mairie ou à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/>
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Durée de validité : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et au décret 2016-6 du 05/01/2016, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Droit des tiers : L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Assurance dommages-ouvrages : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances

Collecte des déchets : Afin de connaître les modalités de collecte des déchets, il est conseillé au pétitionnaire de se rapprocher du Service collecte et valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.
